

**DECISION N° 11.25.233**

**Objet : Convention de mise à disposition, à titre gratuit, de la salle polyvalente du Musée Jean-Jacques Rousseau, au profit de l'Association Rousseau à Montmorency.**

**Le Maire de la Ville de Montmorency,**

VU les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 4 du Conseil Municipal en date du 30 juin 2022 modifiant la délibération n°1 du 16 juillet 2020 (5°) portant délégation au Maire des pouvoirs dans la limite des prescriptions contenues dans l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

CONSIDERANT la demande formulée par l'Association Rousseau à Montmorency (ARAM), pour pouvoir disposer d'un espace au Musée Jean-Jacques Rousseau, dans le cadre de la conférence « Jean-Jacques Rousseau ou le procès des apparences ».

**DECIDE**

- ARTICLE 1 De signer une convention avec l'Association Rousseau à Montmorency (ARAM) (8, rue de Clairvaux 95160 Montmorency), pour la tenue de la conférence « Jean-Jacques Rousseau ou le procès des apparences ».
- ARTICLE 2 La convention est conclue pour la date du samedi 13 décembre 2025 de 14h à 18h.
- ARTICLE 3 La mise à disposition est consentie à titre gratuit.
- ARTICLE 4 Les autres clauses et conditions sont énoncées dans la convention afférente.
- ARTICLE 5 La présente décision sera transmise à Monsieur le sous-préfet de Sarcelles et transcrite sur le registre des délibérations du Conseil Municipal.

Transmise en S/Pref. le	: 19 NOV. 2025
Publiée le	: 19 NOV. 2025
Notifiée le	:
Certifiée exécutoire par le Maire, Montmorency, le	
	
Pour le maire et par délégation, Le D.G.A.S. Anne-Marie SORET	

Montmorency, le 14 novembre 2025

**Maxime THORY**  
Maire de Montmorency



Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire. Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du Maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Ville pendant ce délai.